



Lord Phillips

Lord Chief Justice of England and Wales

Editorial

Notre dernier conseil d'administration s'est réuni à Budapest à la très belle invitation de M. le Président Lomnici où nous avons principalement évoqué la préparation du troisième colloque de notre Réseau qui se tiendra sur la généreuse proposition de M. le président Testen le 30 juin prochain à Ljubljana alors que la Slovénie assurera la présidence de l'UE. Nous avons retenu le thème de la motivation des décisions des cours suprêmes, lequel couvre également l'assistance des juges des cours suprêmes sur lequel notre Réseau s'était déjà penché en 2005. Enfin, j'invite tous les lecteurs intéressés à consulter la version actuelle du Portail commun de jurisprudence au progrès duquel nous avons également consacré une part importante de notre attention à Budapest.



Forum de discussion sur les politiques et les pratiques de l'UE en matière de justice

La Commission européenne a proposé au Réseau de participer au Forum de discussion sur les politiques et les pratiques de l'UE en matière de justice qui sera créé à compter du 15 avril 2008 en application du programme adopté en 2004 à La Haye visant à renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'UE. Le Forum qui est décrit par M. le vice-président Frattini comme un forum multidisciplinaire rassemblant les praticiens, permettra d'établir un mécanisme permanent de consultation pour les orientations des politiques et le programme législatif de l'UE, l'examen de la mise en œuvre juridique et pratique des instruments européens dans le domaine pénal et civil et l'évaluation de l'impact de ces instruments sur le fonctionnement de l'espace judiciaire européen. La Commission souligne dans sa communication que les possibilités de discussions et de dialogue ouvertes par le Forum seront également favorisées par l'apport des réseaux professionnels européens actifs dans le domaine de la justice au niveau européen. A cet égard, les statuts de notre Réseau prévoient de faciliter les contacts et les échanges avec les instances européennes et de leur offrir la possibilité de consulter ses membres sur toutes questions concernant l'harmonisation du droit.



The last meeting of the Board of the Network took place in Budapest at the kind invitation of President Lomnici. We mainly discussed the preparation of the third Colloquium of our Network which will be held in Ljubljana on 30 June next, thanks to the generous proposal of President Testen as Slovenia will then preside over the EU. We selected "The Motivation of Supreme Court Decisions" as the theme of the Colloquium. This would also include the Assistance Available to Supreme Court Judges on which the Network already worked on back in 2005. I would also like to invite our readers to consult the current version of the Common Portal of National Case Law the progress report of which we also examined with great attention in Budapest.

Forum for discussing EU justice policies and practice

The EU Commission has proposed that the Network participates in the Forum for discussing EU justice policies and practice which will be established as from 15 April 2008 in furtherance of the Hague Programme on strengthening freedom, security and justice in the European Union adopted in 2004. The Forum, which is described by Vice-President Frattini as a multi-disciplinary, collaborative forum of practitioners, will provide a permanent mechanism for consulting stakeholders in EU policy orientations and legislative programme, reviewing the legal and practical implementation of EU instruments in the area of criminal and civil justice and assessing the impact of these instruments on the functioning of the European judicial area. The Commission emphasises in its communication that the opportunity for discussion and dialogue created by the Forum would also be best served by inviting networks active in the field of justice at the EU level. In this respect, it must be remembered that the Articles of Association of our Network provide that it should promote contacts and exchanges with the European Authorities and offer the latter the opportunity to consult with its Members on all questions concerning the harmonisation of the law.



Situation actuelle du Portail commun de jurisprudence

Le Portail de jurisprudence dont la création avait été annoncée dans le premier numéro de la Newsletter est dorénavant en production. Il intègre aujourd'hui les bases de données jurisprudentielles des cours suprêmes suivantes : la Hongrie, la Slovénie, la Roumanie, l'Ecosse, l'Espagne, l'Italie, la République Tchèque, l'Estonie, l'Irlande, le Portugal, l'Angleterre/Pays de Galles, la Belgique, l'Allemagne, l'Irlande du Nord, Pays Bas, le Liechtenstein et Chypre. Dans les prochains mois, il est encore prévu d'insérer les bases de données des cours suprêmes suivantes : Bulgarie, Suède, Finlande, Lituanie, Malte, Slovaquie, Croatie, Norvège et Grèce.

Le Portail peut être consulté depuis la première page du site du Réseau qui a été installé sur un serveur dédié à l'adresse suivante :

<http://www.reseau-presidents.eu/rpcsue>

Le Portail est également accessible dans sa version publique depuis mai 2007. La version réservée pour le Réseau offre à ses membres des outils de traduction avancés et l'interrogation de certains moteurs de recherche additionnels.

Le méta-moteur du Portail offre les fonctionnalités suivantes:

Recherche

La sélection des bases cibles est une étape préalable indispensable à la bonne conduite d'une recherche. Pour des raisons de performances de la recherche et de pertinence des résultats, il est recommandé d'éviter d'interroger l'intégralité de la jurisprudence des cours suprêmes disponible. Il sera en revanche recommandé d'effectuer les recherches par groupes d'une dizaine de cours suprêmes.

Gestion des traductions des termes de la recherche

La traduction des questions utilise le système de thésaurus EUROVOC et le système IATE. Le nombre de langues traduites est actuellement de vingt. Les traductions des termes peuvent être visionnées et modifiées à travers une page qui affiche toutes les traductions trouvées.

Il est possible de sélectionner des traductions différentes, ou de saisir une nouvelle traduction (si l'utilisateur maîtrise plusieurs langues). Les résultats de la nouvelle recherche s'affichent alors dans la même page.

Consultation des résultats

Les résultats récupérés sont affichés sur la page principale dans la limite de cinquante jugements par base de données consultée. Les résultats peuvent être triés par date, par pertinence et par pays.

L'utilisateur est invité à évaluer les résultats au moyen d'un formulaire.

Guest | search | national case law databases | help | contact us | login

login

username: thomas.chanusso
password: *****
Submit (forgot your password?)

The current search language is English
Search

selected target search engines

- Supremo Tribunal de Justicia (Portugal)
- House of Parliament (UK)
- A Magyar Kostarsasag Biroasaga - Uniformity decisions (Hungary)
- LILEX Liechtenstein (Liechtenstein)
- El Consejo General del Poder Judicial (Spain)
- De Rechtspraak (Netherlands)
- Supreme Court (Ireland)
- Northern Ireland Court Service (Northern Ireland)
- Cylaw (Cyprus)

About the Portal

- The access to the search in the National Case Law databases of the Supreme Courts is opened to the public.
- The restricted access provides additional tools for translation and access to private databases.
- The restricted access is only provided to members of the Network of the Presidents of the European Supreme Courts.
- If you think you are entitled to use the restricted access, please contact us.

Search Instructions

- Make sure you are entering your search words with the **right language**.
- The language can be changed at the bottom of the page.
- Use the **quotes**, the meta-search engine is still in development stage.
- So every term has to be entered between quotes e.g. "torture" and "kidnapping".
- Numbers** on the other hand have to be entered without quotes. e.g. "regulation" and 44/2003

Traduction des jugements

Les jugements qui sont affichés dans un format compatible peuvent être traduits à l'aide d'un service automatisé fourni par les Institutions Européennes.

Même si de nouveaux couples de langues apparaîtront dans le futur et si la qualité des traductions automatisées est en amélioration constante, le Portail offre uniquement à ses utilisateurs un outil permettant d'appréhender le texte des jugements sélectionnés dans ses grandes lignes, d'en comprendre le contenu pour déterminer si une recherche plus poussée est justifiée ou non, et pas d'assurer une traduction professionnelle.



Current Status of the Common Portal of National Case Law

The Common Portal of National Case Law which was announced in the first issue of this Newsletter is now in operation. It now includes the case law data bases of the following Supreme Courts: Hungary, Slovenia, Romania, Scotland, Spain, Italy, Czech Republic, Estonia, Ireland, Portugal, England/Wales, Belgium, Germany, Northern Ireland, The Netherlands, Liechtenstein and Cyprus. In the next months, the data bases of the following Supreme Courts should be integrated in turn: Bulgaria, Sweden, Finland, Lithuania, Malta, Slovakia, Norway and Greece.

The Portal which is accessible from the home page of the Network's website has been installed on a dedicated server at the following address:

<http://www.network-presidents.eu/rpcsje>

A public version has been available since May 2007. The private version for the Members of the Network provides additional functions such as advanced translation services and the possibility to query additional search engines.

The meta-search engine of the Portal provides the following functionalities:

Search

Selection of the target case law databases is a necessary step to a successful search. To maintain good performance and to provide relevant results, it is recommended not to search all the case law available in the Portal but instead, to search on groups of around ten case law databases.

Managing Translations of the Search Terms

Translation of the searched terms is done with the EURO-VOC and IATE automated translation systems. The translations can be effected today in twenty different languages. The translated searched terms can be reviewed and modified through a page displaying the information retrieved.

It is possible to select an alternative translation or to enter a new translation (if the user has enough knowledge of this language). The results of this new search will appear on the same page.

Browsing the Results

The retrieved results are displayed on the main page with a limit of fifty judgments for each data base consulted. Judgments can be sorted by date, relevance and country.

Users are invited to provide an evaluation of the results by completing a form.

Translating the Judgments

Judgments in a compatible format can be translated using an automated translation service provided by the European Institutions.

Search results

Supremo Tribunal de Justiça (Portugal) 50 judgments returned.
Der Bundesgerichtshof (Germany) 30 judgments returned.
House of Parliament (UK) 10 judgments returned.
Supreme Court (Ireland) 50 judgments returned.
Northern Ireland Court Service (Northern Ireland) A connection problem occurred while retrieving the results. [reload](#)
Court of Session (Scotland) 10 judgments returned.
El Consejo General del Poder Judicial (Spain) A connection problem occurred while retrieving the results. [reload](#)

[Stop search](#)
[Back to search page](#)

You are not a registered user. The meta-search engine will provide only limited functionalities.
If you wish to be provided with an access, contact

[Search criteria](#) [Review translation](#) [Feedback](#)
Text: "arrest warrant"
Date

Sort by [Country](#) / [Relevance ASC/DESC](#) / [Date](#)

Show [next >>](#) [end](#)

PORTUGAL
07P3486 - (SORETO DE BARROS)
24-10-2007
No summary available
AUDIÊNCIA DE JULGAMENTO
[See the judgment](#)
[See the judgment in the original page](#)

IRELAND
Minister for Justice, Equality and Law Reform -v- Altaravicius
05-04-2006
No summary available
[See the judgment](#)
[See the judgment in the original page](#)

GERMANY
4 StR 419/07 - (4. Strafsenat)
23-10-2007
No summary available
[See the judgment in the original page](#)

UNITED KINGDOM
No Title
16-05-2002
More importantly for present purposes, the procurator fiscal's petition always goes on to ask the sheriff: "to grant warrant to search the person, repositories, and domicile of said accused, and the house or premises in which he may be found, and to secure for the purpose of

Capture d'écran de la page de résultats - Copy of results taken from a screen

Even if the automated translation system is under constant improvement and even if new language couples will be added in the future, users should be aware that the objective of the Portal is to provide a tool to understand the key elements of the judgment in order to determine if further enquiry is necessary or not; it was never meant to provide a professional translation.

En 2005, le Réseau avait entrepris, sur la suggestion de M. Rzeszut, président de la Cour suprême d'Autriche, une étude sur l'assistance à la décision des cours suprêmes dont la synthèse est reproduite ci-dessous. Les lecteurs intéressés peuvent consulter les réponses au questionnaire avec le lien suivant :

<http://www.network-presidents.eu/spip.php?article214&lang=fr>

Une forme d'assistance à la décision des juges a été mise en place dans la plupart des Cours Suprêmes européennes.

Les modalités entourant la fonction d'assistant de justice

Selon les systèmes juridiques, les assistants sont nommés secrétaires juridiques, assistants de justice, commis de justice ou encore référendaire. Ils sont recrutés par concours, par annonce ou encore sur recommandation. Cette assistance peut être tant interne qu'externe au corps judiciaire. Ainsi, en Allemagne, en Autriche et au Portugal, de jeunes juges assistent leurs aînés ; en Roumanie, des juges assistants sont nommés par le Conseil supérieur de la magistrature après concours. En revanche, la Cour suprême de Chypre recrute ses assistants parmi les jeunes avocats.

Elle peut être également mixte : à la Cour de cassation française, l'assistance juridique est effectuée par le service de documentation et d'études (jeunes juges et greffiers en chef), les agents affectés à la bibliothèque ainsi que les assistants de justice (jeunes diplômés en droit). S'agissant de la Cour Suprême de Hongrie, la tâche d'assistance juridique est dévolue aux référendaires (juges de tribunaux inférieurs affectés à la Cour suprême), aux auditeurs, aux secrétaires de justice et aux greffiers. Le recrutement est effectué par concours. Après trois ans de formation spéciale ils peuvent passer un examen de spécialisation, puis exercer pendant au moins un an en tant que secrétaires de justice. Ensuite ils peuvent demander leur nomination en tant que juge.

L'assistance juridique auprès du Tribunal Suprême d'Espagne est effectuée par un cabinet technique composé de 12 magistrats, 35 avocats-conseil et 94 fonctionnaires.

Le niveau de formation des assistants est également variable selon les Cours. Ainsi, dans certaines d'entre elles, l'assistance est fournie par des magistrats, des professeurs de droit, en Estonie notamment, alors que dans d'autres, ce sont des étudiants en droit ou des magistrats en formation qui effectuent cette tâche. Ainsi, la Cour suprême de Finlande recrute à la fois des juges débutants et des universitaires.

L'assistance à la décision - Domaine d'intervention :

A travers les différents systèmes judiciaires européens, la tâche d'un assistant de justice consiste essentiellement à effectuer des travaux de documentation, de recherche de jurisprudence (Autriche, Chypre, Ecosse, France, Slovaquie, Lettonie, Lituanie) ou à préparer les affaires (Estonie, Hongrie, conseillers juridiques en Slovaquie). Toutefois, dans certains cas, les assistants participent à la rédaction du projet de décision (Danemark, France, Finlande, Portugal) et sont parfois associés au processus décisionnel (Norvège, Roumanie).

In 2005, the Network, upon the suggestion of President Rzeszut (Supreme Court of Austria) decided to study assistance to Decision making of Supreme Court Judges, a summary of which is reproduced below. The answers to the questionnaire may otherwise be consulted with the following link:

<http://www.network-presidents.eu/spip.php?article215&lang=en>

Some kind of assistance, in decision making exists in most of European Supreme Courts.

Who are the judicial assistants?

According to the judicial system, assistants are called judicial secretaries, judicial assistants, commis de justice or also referendars. They are selected by competitive examinations, by advertisement or by recommendation. This assistance may either be external or internal to the judiciary. In Germany, Austria and Portugal, junior judges assist the senior ones, while in Romania, assistants are appointed by the High Council for the Judiciary after passing a competitive examination. In Cyprus, the Supreme Court recruits its assistants among young lawyers.

Assistance may also be carried out by mixed systems: at the French Cour de cassation, judicial assistance is provided by the Documentation and Studies Department (junior judges and registrars), clerks attached to the library and judicial assistants (young graduates in law). As for Hungary, assistance is the task of referendars (judges of lower courts, assigned to the Supreme Court), auditors, judicial secretaries and clerks. Recruitment is made by competitive examination. After three years of special education, they can take a specialised examination, and then serve as judicial secretaries for at least one year. They may then ask for an appointment as judge.

Judicial assistance in Spain is provided by a technical cabinet made of 12 judges, 35 lawyers and 94 civil-servants.

The levels of education of the assistants depend also on the Court. Thus, in some of them, assistance is carried out by judges or lecturers in Law, like in Estonia, whereas in others, law students or trainee judges also cover these tasks. For instance, the Supreme Court of Finland chooses its assistants amongst junior judges and academics.

Scope of Involvement in Decision Making :

In most of the judicial systems in Europe, the tasks of a judicial assistant mainly consist in performing documentation requests and case-law researches (Austria, Cyprus, Scotland, France, Slovenia, Latvia, Lithuania,) or in preparing cases (Estonia, Hungary, judicial advisers in Slovenia). However, judicial assistants may also contribute in writing the decision (Denmark, France, Finland, and Portugal) and may also be associated in the decision making process (Norway, Romania).

Nominations / Appointments



M. le Prof. Dr. Klaus Tolksdorf a succédé à M. le Prof. Dr. Günter Hirsch à la présidence de la cour suprême allemande (Bundesgerichtshof) à compter du 1er février 2008.

Prof. Dr. Klaus Tolksdorf has been appointed President of the German Supreme Court (Bundesgerichtshof) in succession to Prof. Dr. Günter Hirsch on 1 February 2008.



M. Georgios Nicolaou, membre de la Cour suprême de Chypre, a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'Homme. Il succède à M. le juge Loukis Loucaides qui est atteint par la limite d'âge. M. Le juge Nicolaou assumera son mandat jusqu'au 1er février 2012.

Georgios Nicolaou, member of the Supreme Court of Cyprus has been elected to be the Judge of Cyprus in the European Court of Human Rights. Judge Nicolaou will succeed Judge Loukis Loucaides who has reached retiring age. Judge Nicolaou will assume his duties on 1.2.2008.